

Renseignement et commandement [suite]

Autor(en): **Bauer, Eddy**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **98 (1953)**

Heft 6

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-342530>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Renseignement et commandement

(Suite)

Que le renseignement soit possible, telle est et demeure notre conviction, et notre connaissance de la deuxième guerre mondiale ne cesse de nous confirmer dans cette opinion. Mais comment le renseignement est-il accueilli par le commandement ? C'est là que les choses commencent à se compliquer.

Rappelons ici les tâches du S.R. Ses synthèses, sous forme de *bulletins de renseignements*, orienteront les troupes subordonnées et, si besoin en était, les troupes voisines sur la situation ; sous forme de *comptes rendus de renseignements*, elle parviendront de même à l'échelon supérieur¹⁰.

Mais encore et surtout, l'officier chargé du S.R. fournira à son commandant tactique une appréciation de la situation envisagée du point de vue de l'ennemi ; elle analysera les possibilités de ce dernier par rapport à nos troupes, à la décision du chef et aux délais disponibles. Il est évident qu'elle ne peut porter que sur des éléments de faits, car, surtout au début d'une campagne, on ne saurait, sans d'inacceptables risques d'erreur, se substituer à un adversaire dont le comportement au combat résultera d'une psychologie, de traditions, de principes et de méthodes qui, quoi qu'on fasse, nous seront peu familiers. Au surplus, le S.R. portera à la connaissance du chef tous les événements particuliers qui pourraient influencer sur le déroulement de l'action en cours, en exigeant de lui qu'il prenne une nouvelle décision.

Ce que nous venons d'écrire donne la mesure des qualités

¹⁰ Il faut distinguer rigoureusement ces deux documents ; faute de quoi l'on risque de semer la confusion au S.R. de l'E.M. supérieur qui verra revenir, sous forme de compte rendu, une partie des informations de son propre bulletin.

de caractère et d'intégrité morale que le commandant de corps de troupes ou d'unité d'armée est en droit d'attendre du collaborateur de son Etat-major auquel il a confié la tâche de le renseigner. Nous n'insisterons pas ici sur l'ardeur et l'agilité intellectuelles, sur l'esprit de combinaison, sur le sens critique et sur la mémoire impeccable qui doivent être son apanage. Mais, dans son appréciation de la situation et des possibilités adverses, il faudra encore qu'il bannisse toute volonté consciente ou subreptice de peser si peu que ce soit sur la décision de son chef, soit en lui dorant la pilule pour l'émoussiller, soit en lui noircissant le fond du tableau pour le retenir. Il conviendra, certes, qu'il dispose d'un jugement tactique affiné, mais il ne devra jamais perdre de vue que la responsabilité de l'opération incombe à son « patron » et n'incombe qu'à lui. Un officier de renseignements n'est pas une Eminence grise...

Mais, d'autre part, si sa synthèse s'en tient loyalement au cadre de ses fonctions, l'officier de renseignements ne doit pas en démordre, fussent ses constatations et les possibilités qu'il en déduit, contrecarrer violemment les intentions bien arrêtées de son commandant. Et celui-ci a le devoir strict de lui prêter attention, sans prétendre, de façon ridicule, à y voir plus clair sur la situation et les intentions de l'ennemi que le spécialiste de son Etat-major auquel il a confié cette étude¹¹. Cette confrontation de deux points de vue peut prendre à l'occasion le caractère d'un choc dramatique, et il est arrivé maintes fois dans l'histoire de la guerre que le chef, contre toute raison, se soit obstiné dans une décision dont l'événement n'a pas tardé de démontrer le mal-fondé et la caducité. Or cette démonstration s'effectue ordinairement dans le sang de la troupe.

Qu'il s'agisse donc d'un officier de renseignements à

¹¹ Le meilleur moyen d'assurer cette collaboration nécessaire, c'est le *plan des besoins* établi par le chef et fixant sa mission au S.R.

l'échelon du bataillon ou du régiment, ou d'un officier d'Etat-major général chargé du S.R. dans une Grande Unité, son caractère, son intelligence et sa culture importeront donc au premier chef au succès des opérations grandes et petites. Mais il n'est pas sans exemple qu'on ait confié leur sélection au pur effet du hasard. Nul ne mettra en doute l'autorité du général O. N. Bradley, aujourd'hui président du Comité des chefs d'Etat-major général au Pentagone. Or comment s'exprime-t-il à ce sujet dans ses mémoires ? « Le long manque d'intérêt de l'armée américaine pour le Service de renseignements fut bientôt trahi par l'ineptie de nos entreprises initiales... Au lieu de spécialiser des officiers qualifiés pour les missions de renseignements, nous leur faisons suivre les mutations conventionnelles du service, faisant un usage relativement nul de leurs talents individuels. Des inadaptés se trouvaient fréquemment à la tête de missions de renseignements. Et dans quelques postes, le 2^e Bureau se transformait en un dépotoir pour officiers inaptes au commandement sur le front. Je me rappelle avec quel scrupule j'évitai le « marquage » qui pouvait accompagner une mission de renseignements au cours de ma propre carrière. »¹²

Telle était la situation du S.R. dans l'armée des Etats-Unis, à la veille de Pearl-Harbour. A en croire M. Kord Konus, les choses, à ce point de vue n'allaient pas beaucoup mieux dans la *Wehrmacht*, aux approches de la deuxième guerre mondiale. « Le S.R., écrit-il, préoccupait beaucoup moins les jeunes brevetés d'Etat-major général, que les postes où se réglaient des questions de tactique ou d'organisation... Le travail du S.R. passait pour intéressant et mystérieux, toujours est-il qu'on n'y pouvait récolter aucun honneur particulier. »¹³

¹² Général O. N. BRADLEY : *Histoire d'un soldat*, Paris, Gallimard, 1952, pp. 45-46.

¹³ Kord KONUS : *Im Dienst bei höheren Kommandobehörden des Heeres im Ostfeldzug*, dans *Wehrwissenschaftliche Rundschau* ; 2^e année, 8^e fascicule, août 1952 ; pp. 394-402, spécialement p. 396.

Mais eût-on retenu au S.R. de la *Wehrmacht* les esprits les plus solides et les plus agiles du corps d'Etat-major, que leurs avis judicieux et pondérés n'eussent pas été écoutés, dans la mesure toujours plus grande où le despotisme du Parti s'appesantissait sur l'armée. Le maréchal Schoerner, nazi s'il en fut parmi ses pairs, qualifiait sans distinction les officiers I c. de « défaitistes à bande écarlate ». Quant au Führer, il ne cessait de les cribler de ses traits les plus insultants : « cervelles tapissées de toiles d'araignée, pessimistes professionnels, pédants bureaucratiques en tenue d'officier » et autres gentillesses.¹⁴

On eut les conséquences de cet aveuglement systématique. Le 24 décembre 1944, le colonel-général Guderian, chef d'E.M.G. de l'O.K.H., se rendit de sa personne au P.C. de Ziegenberg, d'où Hitler conduisait la bataille des Ardennes. Il avait tenu à lui présenter personnellement la synthèse des renseignements réunis sur l'armée rouge par le lieutenant-général Gehlen, chef de la « Section orientale des armées étrangères » de l'Etat-major général. On comprendra son souci, car les divers indices recueillis concordaient pour faire apparaître la probabilité d'une puissante offensive soviétique, débouchant de la tête de pont de Baranov que les Russes avaient conquise l'été précédent sur la rive gauche de la Vistule. D'où, selon lui, l'urgente nécessité de renforcer le front de l'Est, fût-ce aux dépens de l'opération alors en cours entre le Sud d'Aix-la-Chapelle et le Nord de Luxembourg. Mais le Führer l'interrompit grossièrement et lui jeta en pleine figure : « Vraiment, vous y croyez, vous, que les Russes vont attaquer ? C'est le plus grand bluff depuis Gengis Khan ! Qui est-ce qui m'a sorti cette idiotie ? »¹⁵

Ce brutal refus d'envisager la réalité ne pouvait suffire à

¹⁴ KONUS : *op. cit.*, pp. 397 et 401 ; les officiers E.M.G. de l'ancienne *Wehrmacht* portaient une large bande écarlate à leur pantalon. I c dans l'armée allemande équivaut à S.R.

¹⁵ Colonel-général Heinz GUDERIAN : *Erinnerungen eines Soldaten*, Heidelberg, Kurt Vowinkel, 1951, p. 346.

soulager la conscience du colonel-général Guderian. Le 9 janvier 1945, il retournait à l'O.K.W., muni de la documentation établie par Gehlen. Elle faisait état de 5 armées d'infanterie et de 8 corps blindés dont deux indépendants, repérés avec certitude dans la tête de pont de Baranov ; au point décisif, la supériorité soviétique serait de 11 à 1 pour l'infanterie, de 7 à 1 pour les chars et de 20 à 1 pour l'artillerie. Le jour J paraissant fixé au 12 janvier, il n'y avait plus une minute à perdre ; en conséquence Guderian proposait avec effet immédiat :

- 1° l'évacuation de la tête de pont de Courlande ;
- 2° le transfert à l'Est d'une partie des forces blindées engagées à l'Ouest ;
- 3° le raccourcissement du « balcon » de Prusse orientale ;
- 4° l'exécution par le Groupe d'armées « A » de l'opération « *Schlittenfahrt* ».

A l'ouïe de ces propositions, la colère d'Hitler ne connut plus de bornes : « C'est totalement idiot, hurla-t-il, l'auteur de ce rapport doit être immédiatement expédié dans une maison de fous ! » Guderian couvrit courageusement son subordonné, en déclarant qu'il faisait sienne l'appréciation de la situation telle que celui-ci l'avait formulée : « que si la place du général Gehlen est dans un asile d'aliénés, conclut-il, je demande à y être enfermé avec lui ! » Le Führer se calma, mais n'en repoussa pas moins les conclusions de son chef d'Etat-major général...¹⁶

Au jour annoncé par le S.R. allemand, les Russes prirent l'offensive entre les Carpathes et la Baltique, démasquant 210 divisions d'infanterie, 3 corps de cavalerie, 22 corps

¹⁶ GUDERIAN : *op. cit.*, p. 350.

L'opération *Schlittenfahrt* consistait en un retrait préventif des troupes allemandes au contact immédiat de l'ennemi, pour les faire échapper aux effets de la concentration d'artillerie.

Sur ces incidents cf. aussi Jürgen THORWALD : *Es begann an der Weichsel*, Stuttgart, Steingrüben, 1950, pp. 33-40.

blindés et 27 brigades de chars¹⁷. Quinze jours plus tard, l'Armée rouge atteignait l'Oder, isolait la Prusse orientale et consommait la défaite irrémédiable du Troisième Reich. L'ost avait bel et bien su ce que ferait ost, pour reprendre la célèbre expression de Monluc. Mais le chef suprême de la *Wehrmacht* s'était entêté à conduire la campagne, comme si les renseignements, remarquablement exacts dans l'ensemble, que lui avait fournis le lieutenant-général Gehlen, ne méritaient pas une nouvelle appréciation de la situation de la part de l'O.K.W. Peut-être ce clausewitzien forcené croyait-il moyennant ce mépris systématique des consciencieuses synthèses de son S.R., sauvegarder sa sacro-sainte liberté d'action. On sait à quoi elle se trouvait réduite moins d'une quinzaine après le jour J. Elle en était au même point que les divisions du malheureux Groupe d'armées « A » (colonel-général Harpe)...

* * *

Nous voudrions encore apporter un exemple concret à l'appui des réflexions auxquelles nous venons de nous livrer. Si nous le choisissons à l'échelon interallié de la guerre de 1939-1945, c'est aussi qu'il risque de se produire à nouveau, si, pour le malheur de l'humanité, une troisième guerre mondiale venait à opposer le bloc soviétique, dominé par l'U.R.S.S., à la coalition occidentale du Pacte atlantique, conduite par les Etats-Unis.

Quels renseignements les deux puissances de l'Axe Berlin-Rome avaient-elles réussi à se procurer à l'avance sur l'opération « *Torch* », qui, dans la nuit du 7 au 8 novembre 1942, allait, sous les ordres du Général Eisenhower, conduire les Anglo-Saxons sur les plages du Maroc et de l'Algérie ? En disposèrent-elles dans des délais utilisables ? En apprécièrent-elles raisonnablement toute l'importance stratégique ? Donnerent-elles aux indices réunis une juste interprétation ?

¹⁷ GUDERIAN : *op. cit.*, carte, p. 353.

Privent-elles en temps utile les contre-mesures adéquates ?

Assurément, en tentant de donner des réponses à cette série de question, nous nous voyons contraint d'avouer les lacunes de notre documentation, particulièrement en ce qui concerne les archives de l'O.K.W. qui sont demeurées inédites. Nous possédons, toutefois, le *Journal*¹⁸ du maréchal Ugo Cavallero, à cette époque chef d'Etat-major général du *Comando Supremo*, c'est-à-dire principal collaborateur de Mussolini, ayant autorité sur l'armée, la marine et l'aviation. Jour après jour, nous pouvons suivre l'opinion que se faisait le Haut-commandement italien, sur la menace qui s'amassait avec le plus de discrétion possible à l'horizon occidental de la Méditerranée. D'autre part, le maréchal Cavallero ne s'est pas fait faute de transcrire dans son journal personnel, la correspondance échangée entre le Führer et le Duce. Enfin, ses conceptions de la camaraderie de combat n'allaient pas jusqu'à lui interdire de faire surveiller discrètement les démarches de ses alliés allemands. Notamment, les conversations téléphoniques avec l'O.K.W., du maréchal Kesselring, *Oberbefehlshaber « Sud »* depuis la fin de l'automne précédent, et du général von Rintelen, officier général allemand attaché au *Comando Supremo*, étaient régulièrement enregistrées — à charge de revanche — par les Services secrets italiens, et les protocoles d'écoute déposés sur le bureau du chef d'Etat-major général. Ceci nous permet, dans le cas de l'opération « *Torch* », de nous rendre compte des réactions de l'O.K.W., avec un degré de certitude historique que nous pouvons estimer suffisant.

Une première constatation s'impose. C'est que les Anglo-Américains défendirent avec succès le secret du second front d'Afrique du Nord, lequel fut décidé fin juillet 1942. Bien entendu, on ne saurait affirmer qu'on réussit à Londres à prévenir toute indiscretion. Néanmoins, le journal du maréchal

¹⁸ Maréchal Ugo CAVALLERO : *Comando supremo, Diario 1940-43 del Capo di S.M.G.*, Bologne, Cappelli, 1948.

Cavallero ne nous fournit aucun indice qui nous donne à penser que l'un des innombrables documents issus du *planning* de l'opération « *Torch* » ait pris, par négligence ou par trahison, la direction des services secrets allemand ou italien.

Quoi qu'il en soit, le 25 juillet 1942, le Service d'informations militaires (S.I.M.) de l'Etat-major général italien alertait le maréchal Cavallero et lui présentait le rapport suivant : rien ne se distingue encore quant à la préparation et à l'application du second front. On peut admettre, toutefois, que les Anglo-Américains chercheront à débarquer sur la côte atlantique du Maroc. Pour tout cela, il convient de ne pas exclure l'éventualité d'une tentative directe sur les côtes françaises. A cette intention, les ennemis de l'Axe pourraient compter sur des disponibilités de l'ordre de 40 divisions¹⁹.

Le 6 août, autre son de cloche. La vieille alliance anglo-portugaise pourrait, avec la complicité de M. Salazar, se prêter à un débarquement à Lisbonne. Le maréchal Cavallero trouvait l'hypothèse logique, les Alliés pouvant se présenter devant les côtes portugaises par surprise, alors que les forces de l'Axe auraient encore à traverser les Pyrénées, c'est-à-dire, dans cette intention, à négocier avec le gouvernement de Madrid²⁰. S'agissait-il, dans la circonstance, d'une tentative d'« intoxication », comme disent les Français, ou de « désinformation », comme disent les Russes, destinée à lancer l'ennemi sur une fausse piste ? On ne sait. Constatons seulement que d'autres faux bruits concernant l'objectif de l'opération « *Torch* » semblent avoir été semés intentionnellement par les Alliés jusqu'à la veille du jour J.

Dans tous les cas, le surlendemain, le chef d'Etat-major général italien transcrivait dans son journal des fragments d'une lettre du Führer au Duce, qui allait encore renforcer

¹⁹ CAVALLERO : *op. cit.*, p. 295.

²⁰ CAVALLERO : *op. cit.*, p. 304 ; tel est l'avis que lui expose le général A. Vacca Maggiolini, président de la Commission d'armistice franco-italienne.

sa perplexité. Certes, écrivait Hitler, un second front en Europe serait une entreprise totalement absurde, néanmoins, les décisions en démocratie se prenant à la majorité et résultant de ce fait de l'incompréhension des hommes, il y avait lieu de compter avec une éventualité de ce genre ²¹. A son avis, deux théâtres pouvaient entrer en considération : la Norvège et les côtes de la Manche et de l'Atlantique. Il exposait donc à Mussolini toutes les mesures qu'il avait prises ou prévues pour repousser de telles tentatives et affirmait orgueilleusement son optimisme inébranlable à cet égard. Comme on voit, ce document ne renferme aucune allusion à la possibilité d'un débarquement anglo-américain en Afrique du Nord.

C'est une justice à rendre au maréchal Cavallero qu'il refusa de se rallier à un point de vue aussi sommaire et procédant d'un mépris aussi grossier des capacités stratégiques de l'adversaire. Le 10 août 1942, alors qu'on lui signalait que la *Force H* était sortie de Gibraltar, à la tête d'un convoi britannique, il procéda à un inventaire complet des diverses hypothèses que l'on pouvait prêter à l'ennemi : s'agissait-il d'une nouvelle tentative de ravitailler Malte ? Telle était l'opinion de l'amiral Sansonetti, sous-chef d'Etat-major de la marine, et l'événement allait lui donner raison. Néanmoins, il ne fallait pas négliger la possibilité d'une tentative de débarquement à Bizerte, à Tripoli ou même sur les côtes italiennes et il convenait de se mettre en mesure de parer à toute éventualité ²². Le 14 août, l'escadre anglaise avait regagné, non sans pertes, ses mouillages de la baie d'Algésiras. On notera, toutefois, que le chef d'Etat-major général du Duce n'avait pas, en cette occasion, hésité à abrégé une tournée d'inspection à Athènes, pour ne pas se trouver surpris par l'événement ²³.

²¹ CAVALLERO : *op. cit.*, pp. 304-305.

²² CAVALLERO : *op. cit.*, p. 307.

²³ CAVALLERO : *op. cit.*, pp. 308 et 312 ; la *Force H* avait perdu les porte-avions *Eagle*, les croiseurs *Manchester* et *Cairo* et le destroyer *Foresight* ; 9 des 14 cargos ou pétroliers qu'elle convoyait, avaient été aussi coulés. Le porte-avions *Indomitable* et le croiseur *Kenya* avaient subi de graves avaries.

A partir de ce moment, la possibilité d'une opération amphibie anglo-américaine dans le bassin occidental de la Méditerranée ne quitte plus ses préoccupations. Le 24 août, redoutant d'être pris au dépourvu par un débarquement adverse sur les côtes du Languedoc et de Provence, il donne ses directives à cet effet à l'amiral Riccardi, commandant en chef de la marine, en lui demandant de faire rapport sans tarder sur les dispositions d'ordre naval qu'il envisagerait dans ce cas²⁴. Le 1^{er} septembre, il convoque dans son bureau les généraux Ambrosio et Vercellino pour étudier avec eux la mission qui, dans la même hypothèse, serait impartie à la 4^e armée, tenue concentrée aux abords de la ligne de démarcation franco-italienne. Les conclusions de cette conférence furent qu'il fallait mettre au point une opération rapide dont le Rhône constituerait le premier objectif ; parallèlement on étudierait les modalités d'un second bond qui mènerait la 4^e armée italienne jusqu'aux Pyrénées. Cette extension du plan primitif deviendrait exécutoire le 1^{er} janvier 1943²⁵.

Le mois de septembre et le début d'octobre se passèrent dans un calme relatif au *Comando supremo*. En dépit de son échec, le coup de main que les Britanniques déclenchèrent, le 14 septembre 1942, contre Tobrouk, lui sembla cependant un sérieux avertissement, d'autant plus qu'un sujet grec qui avait été condamné à mort pour avoir tenté d'introduire les *Commandos* dans la place, déclara devant le peloton, le 21 octobre suivant : « Je serai vengé en novembre. »²⁶

Le même jour, Rintelen vint évoquer devant lui la question de la défense de la Libye contre une attaque débouchant du nord-ouest. Il lui semblait désormais qu'il fallait faire entrer en ligne de compte une action anglo-américaine contre la

²⁴ CAVALLERO : *op. cit.*, p. 317.

²⁵ CAVALLERO : *op. cit.*, pp. 322-323.

²⁶ CAVALLERO : *op. cit.*, pp. 347-348 ; il s'agit de l'opération « Jonquille », combinée entre le *Mediterranean Squadron* et les fameuses patrouilles du désert, parties du Fayoum, afin de détruire les installations portuaires et les dépôts d'essence de Tobrouk. Sur cette affaire, cf. W. B. Kennedy Shaw : *Patrouilles du désert*, Paris, Berger-Levrault, 1949, pp. 218-229.

Tunisie. « Devrons-nous débarquer à Bizerte avant ou après l'ennemi ? » demanda Cavallero. « Immédiatement après, répondit Rintelen, en basant notre action sur le comportement qu'observeront les Français dans la circonstance. »²⁷

Il n'y a pas lieu de supposer que le général allemand détaché auprès du G.Q.G. italien ait agi de sa propre initiative et sans avoir reçu d'instructions de l'O.K.W. Son point de vue, dans tous les cas, reflète exactement celui d'Adolf Hitler, lequel avait été très favorablement impressionné par l'attitude de « correction » qu'avait observée la population dieppoise, lors du coup de main anglo-canadien du 19 août 1942. Le chef d'Etat-major général du Duce ne partageait nullement cet optimisme quant à la résistance qu'opposeraient les forces françaises à une tentative anglo-saxonne de débarquement en Afrique du Nord ; elle serait, tout au plus, symbolique et quelques jours après le fait accompli du 8 novembre, le Führer allait rendre hommage à la clairvoyance de Cavallero, mais, au moment même, les Allemands durent imaginer qu'il leur peignait le diable sur la muraille, pour obtenir d'eux l'autorisation d'occuper la Tunisie, qui lui avait été refusée à la fin de l'année précédente.

L'O.K.W. avait donc quelque peu modifié son point de vue en ce qui concerne la proximité d'un second front, et l'on se rappelle que les convois américains destinés aux plages marocaines quittèrent les ports des Etats-Unis, les 24 et 25 octobre 1942 ; on peut donc admettre que les services secrets de l'Axe n'avaient pas été sans observer les préparatifs de grande envergure qui s'achevaient sur la rive opposée de l'Atlantique. Mais à quel premier objectif les destinait le général Marshall ? Le 23 octobre, le maréchal Cavallero déclarait à Mussolini que la menace commençait à se préciser au-dessus de Dakar et de la Nigeria britannique²⁸. Si l'on se souvient qu'au

²⁷ CAVALLERO : *op. cit.*, p. 348.

²⁸ CAVALLERO : *op. cit.*, p. 350.

même moment, la même question de Dakar préoccupait également le gouvernement de Vichy et qu'on s'attendait en Suisse, dans les milieux « généralement bien informés, » à un débarquement américain au Sénégal, on peut se demander à propos de ces bruits qui couraient, si l'on ne se trouve pas en présence d'une nouvelle manœuvre d'« intoxication » anglo-américaine, destinée à attirer dans le vide de l'Atlantique central, les sous-marins du grand amiral Doenitz, et à dégager la voie devant le grand convoi qui allait quitter la côte orientale des Etats-Unis.

Cette menace qui montait à l'horizon n'excluait pas une entreprise parallèle des ennemis de l'Axe sur Bizerte. C'était ce qu'exposait au chef d'Etat-major général du Duce, le général Fernando Gelich, secrétaire de la Commission d'armistice franco-italienne. Selon ce personnage, le consulat américain de Tunis n'était rien d'autre qu'une vaste agence de renseignements, et il exprimait l'opinion que la partie décisive allait s'engager en Afrique du Nord sur une initiative assez prochaine de l'ennemi²⁹. Il prêchait, certes, un converti, mais, le jour où il lui développait ses arguments dans ce sens, soit le 24 octobre 1942, la bataille d'El Alameïn venait de s'allumer avec une violence encore inouïe sur ce théâtre d'opérations, entre le Golfe des Arabes et la dépression de Qattarah.

(A suivre)

Major EDDY BAUER

²⁹ CAVALLERO : *op. cit.*, p. 351.